

Comment l'Etat Islamique pourrait renaître de ses cendres en Irak

Depuis la déclaration de victoire du gouvernement irakien sur l'Etat Islamique à la fin de l'année 2017, les milices chiites - qui ont combattu activement l'EI - gagnent du terrain en Irak. Lors des dernières élections, elles ont remporté 1/3 des sièges au Parlement.

Avec Alain
Rodier

Atlantico : Totalemment légales et avides de davantage de pouvoirs militaire et politique, ces milices inquiètent les irakiens sunnites, les hommes politiques locaux et les experts internationaux. Concrètement quels dangers peuvent-elles représenter ?

Alain Rodier : Au moment où Jean-Yves Le Drian, notre ministre des Affaires étrangères vient d'effectuer une visite officielle en Irak, il est effectivement utile de tenter de comprendre ce qui se passe dans ce pays si complexe où les milices chiites jouent un rôle de premier plan.

Tout d'abord, il faut rappeler ce que sont vraiment ces milices. Les Unités de Mobilisation Populaires - UMP - (Al-Hachd Al-Chaabi) ont été officiellement créées le 15 juin 2014 par le Premier ministre de l'époque, Ali Al-Maliki, à partir de sept organisations armées qui, toutes, s'étaient opposées à l'armée américaine après l'invasion de 2003 : l'Organisation Badr, le Asaib Ahl al-Haq, les brigades Hezbollah, Sayyib al-Chuhada, Imam Ali, Kataib Jund al-Imam et le Harakat Hezbollah al-Nujaba.

Deux jours avant, le Grand Ayatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité religieuse chiite très respectée en Irak (bien qu'il soit lui-même de nationalité iranienne) avait émis une fatwa appelant les Irakiens à faire barrage à l'offensive fulgurante de Daech. En effet, les salafistes-djihadistes gagnaient rapidement du terrain en se livrant à des tueries de masse (particulièrement des Yazidis) et menaçaient directement la capitale, Bagdad. Les forces de sécurité irakiennes entraînées à grands frais par Washington depuis des années se disloquaient et Mossoul était tombée sans résistance le 10 juin.

Les UMP alors placées sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur ont été les premières à résister face à Daech en particulier grâce à l'appui iranien. À savoir que Téhéran a fourni une assistance technique, des ravitaillements en armes et munitions ainsi qu'en renseignements en temps réel, qui ont globalement permis aux milices d'inverser la dynamique de la guerre. Sur ces entrefaites, les Américains - suivis de la coalition internationale - ont apporté leur aide (et couverture aérienne) aux forces irakiennes et kurdes tout en "ignorant" officiellement les milices chiites et leurs alliés iraniens mais en se coordonnant tout de même sur le terrain via le gouvernement irakien. Daech s'est alors retrouvé sur la défensive.

En décembre 2016, les UMP ont été intégrées aux forces armées mais toujours en dépendant opérationnellement du bureau du

Premier ministre via Falih al-Fayyadh, conseiller à la sécurité nationale jusqu'en août 2018 (il est candidat au poste de Ministre de l'Intérieur mais Moktada al-Sadr s'oppose à sa nomination). Le chef militaire officiel des UMP est Jamal Jaafar Mohammed alias Abou Mahdi al-Muhandis, un ami personnel du Major général Qassem Souleimani, le chef de la force Al-Qods chargée des opérations hors d'Iran. Tous les deux sont sur la liste noire des États-Unis et d'Israël. Une spécificité tout de même des UMP : chaque unité a toujours gardé sa propre hiérarchie tout en restant très indépendante vis-à-vis d'un commandement central. Elles acceptent de coordonner leurs opérations mais pas d'être commandées en direct.

Elles sont fortes de plus de soixante formations très majoritairement chiites mais quelques-unes sont sunnites, yézidis ou même chrétiennes. Leur importance numérique serait de 150 000 hommes (à titre de comparaison, les forces armées comptent environ 350 000 hommes).

En 2018, elles ont été profondément réorganisées sous l'appellation de « nouvelle Garde Républicaine » alignant le statut des miliciens sur celui des militaires et policiers. De manière à donner une image non sectaire, de nombreux volontaires non chiites ont été recrutés mais restent toutefois très minoritaires. Selon différentes évaluations faites en 2016, il y aurait entre 16 000 et 30 000 miliciens sunnites.

Mais il ne faut pas penser que les chiites sont monobloc. Ils se répartissent globalement en trois catégories distinctes.

Les fidèles du grand Ayatollah Ali al-Sistani qui seraient les plus apolitiques qui servent dans les Saraya al-Ataba al-Abbasiya, al-Ataba al-Hussainiya, al-Ataba al-Alawiya et la Liwa 'Ali al-Akbar. Même s'il ne veut pas tenir un rôle politique, Sistani reste extrêmement populaire en Irak. Bien qu'iranien de nationalité, il a marqué sa différence avec le "régime des mollahs" se gardant de toute compromission. Pour lui, le religieux est séparé du politique.

Les branches armées de différents partis politiques dont l'ex-Armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr.

Pour faire simple, ces deux premières catégories restent "nationalistes" malgré des liens entretenus avec Téhéran.

Enfin, les groupes armés formés depuis des années qui ont toujours combattu les Américains et qui sont intimement liés à Téhéran. On les retrouve aussi sur le front syrien où ils vont aider le régime de Bachar el-Assad. Politiquement, ce sont des adeptes de la Veyayat-e faqih qui donne la prééminence du religieux sur le politique en souhaitant établir une théocratie (comme en Iran, ce que ne veulent ni Sistani ni al-Sadr comme cela est évoqué plus avant). Ils sont armés, entraînés voire encadrés par des membres de la force Al-Qods et quelques vétérans du Hezbollah libanais.

Pour compliquer le tout, il y a des milices turkmènes qui sont soutenues par Ankara. Elles ont deux adversaires : les Turkmènes sunnites qui ont rejoint Daech et les Kurdes dans leur globalité même si une certaine tolérance est accordée au camp de Massoud Barzani. Quant aux Kurdes, c'est un autre problème que l'auteur a évoqué à de nombreuses reprises dans le passé...

Mais pour répondre plus précisément à vos questions, ce ne sont pas les UMP qui se sont présentées aux élections législatives de 2018 mais des hommes qui en sont issus. En effet, la Constitution ne leur permettait pas de se présenter es-qualité. "l'Alliance du Fatah" a regroupé ses candidats et a remporté la seconde place aux élections du 12 mai 2018. Cela dit, c'est Moqtada al-Sadr qui est sorti vainqueur, donc un "nationaliste" certes pas vraiment hostile à Téhéran mais qui cherche à gagner en indépendance.

Le fait que "les Irakiens sunnites, les hommes politiques locaux et les experts internationaux" s'inquiètent doit être modéré et voici pourquoi :

Les "Irakiens sunnites" ont soutenu Daech, certes pour une partie d'entre eux contraints et forcés, mais il n'en reste pas moins qu'ils sont les "vaincus" de la guerre. Les postulants à des postes de responsabilité doivent faire preuve de leurs bonnes intentions. Nous avons connu cela à d'autres époques pas si lointaines.

Les "hommes politiques locaux", - sous-entendu sunnites en régions sunnites - ont effectivement un grand rôle à jouer car la politique ne se fait pas à Bagdad comme celle de la France se concocte - jusqu'à aujourd'hui - à Paris... Encore faut-il qu'ils soient compétents, acceptés par leurs administrés, loyaux au régime et incorruptibles (il semble qu'il y ait beaucoup à faire dans ces deux derniers domaines).

Les "experts internationaux" qui curieusement sont majoritairement anglo-saxons, entretiennent une véritable répulsion à l'égard de l'Iran en général (dont certes le régime est loin d'être recommandable, mais celui des Saouds l'est il plus ?) et donc des chiites en particulier. Pour nos amis américains, leur responsabilité dans les désordres actuels au Proche-Orient ne sont plus à démontrer depuis l'invasion de 2003, mais en plus, ce sont eux qui ont formé les forces de sécurité irakiennes qui se sont effondrées en quelques jours en 2014. Et certains "spécialistes" US osent avancer aujourd'hui que les forces régulières irakiennes sont mieux formées que les UMP ! Sur le plan technique, c'est peut-être possible, mais c'est plutôt l'ardeur au combat qui semble laisser à désirer. On peut reprocher tout ce que l'on veut aux Chiites sauf de ne pas être combattifs. La guerre Iran-Irak en a été un des exemples les plus marquants. Il convient de ne pas oublier que le concept du "martyr combattant" est d'abord chiite avant d'avoir été repris par d'autres. Ce qui est certain, c'est que ce qui inquiète Washington, c'est l'ascendant que pourrait prendre Téhéran sur Bagdad en renforçant le "croissant chiite" Iran - Irak - Syrie - Liban (via le Hezbollah). D'ailleurs, les USA font tout pour que l'Irak ne commerce plus avec son voisin iranien. L'objectif parfaitement assumé par Washington est que le "gouvernement des mollahs" soit renversé de l'intérieur, peu importe si cela déstabilise un peu plus la région.

Aujourd'hui très présentes dans les territoires anciennement sous domination de Daech, elles empêchent les résidents irakiens sunnites -majoritaires dans ces provinces - de revenir chez eux. Leur

présences et leurs agissements ne risquent-ils pas de relancer le conflit entre chiites et sunnites irakiens ? N'y-a-t-il pas à nouveau un risque de radicalisation des sunnites qui pourrait entraîner le retour de Daech ou d'un groupe terroriste similaire?

Ces milices sont présentes partout où elles ont combattu, donc majoritairement en régions sunnites puisque c'est là que Daech sévissait. Tikrit, Ninive et surtout la province d'Al-Anbar qui peut être considérée comme le repaire principal des combattants salafistes-djihadistes. Il n'y a que la ville de Mossoul qui n'a pas connu directement la présence de ces milices chiites qui avaient été chargées de l'encercler par l'ouest en coupant les approvisionnements qui pouvaient parvenir de Syrie. Par contre, elles ont participé à la reconquête de Kirkouk sur les Kurdes en octobre 2017 après le référendum raté sur l'indépendance emmené par le clan Barzani. Il est délicat de leur demander de se replier de positions qu'elles ont conquises, parfois au prix de lourdes pertes. Et de toute façon, elles n'obéiront pas...

Par ailleurs, il est vrai que des propriétés de citoyens sunnites ont été confisquées. Deux cas se présentent :

- soit la région concernée est considérée comme particulièrement à risques (comme les abords de la frontière syrienne où la guerre se poursuit quoiqu'en disent les autorités) et ces propriétés sont confisquées pour des raisons de sécurité ;

- soit ce sont des biens de personnes ayant appartenu de près ou de loin à Daech. Jules César le disait bien "malheur aux vaincus". Cela peut sembler totalement injuste mais ce n'est pas nouveau.

Enfin, certains chefs de milices se comportent en véritables "mafieux", mais cela n'a rien à voir avec la religion. Il règnent sur les territoires qu'ils contrôlent en spoliant les populations. Là, il y a un véritable risque de révolte pour les temps à venir. Le gouvernement va devoir s'attacher à réorganiser progressivement la situation en écartant les "brebis galeuses" tout en assurant les missions régaliennes qui sont les siennes. Il doit en particulier s'occuper de la sécurité publique qui doit accompagner la reconstruction du pays.

Ces groupes sont censés être sous contrôle gouvernemental, gouvernement qui semble dépassé. Comment les encadrer ? Comment s'assurer que l'Irak reste sur le chemin de la pacification ?

C'est le Premier ministre nommé en 2018, Adel Abdel-Mehdi (chiite), qui a officiellement pris sur les milices (selon la Constitution, le président est membre de l'Union Patriotique Kurde - Bahran Salih - et le président du parlement sunnite - Muhammad al-Halbusi -. Ces autorités politiques ont deux adjoints appartenant aux autres communautés).

Abdel-Mehdi a doublé le budget alloué aux milices (soit deux milliards de dollars) et a confirmé l'alignement des soldes des miliciens sur celles de la police et de l'armée. Leur mission est mal définie à l'heure actuelle mais une partie des milices chiites tenterait de remplir un rôle de gardes frontières, en particulier entre l'Irak et l'Iran.

De son côté, al-Sistani avait promulgué un avis de comportement pour les miliciens qui suit un Hadith de Mahomet : "Ne vous permettez pas des actes extrémistes. Ne soyez pas irrespectueux envers les morts. N'ayez pas recours à la fourberie. Ne tuez pas un vieillard, un enfant, une femme et n'abattez pas des arbres à moins que la nécessité ne vous y contraigne [...] ne volez pas ou ne manquez pas de respect même si ce sont des membres de la famille des combattants de Daech". Malgré ses appels, quelques milices ont été accusées de crimes de guerre - particulièrement par Amnesty International -. La motivation des auteurs d'atrocités aurait été la vengeance religieuse. Il faut malheureusement constater que toute guerre est une chose abominable (parfois, il semble que seuls les militaires en ont conscience) et les guerres civiles sont encore plus atroces car on se bat entre gens de connaissance et d'autres facteurs entrent alors en ligne de compte.

Le gouvernement irakien répète à qui veut l'entendre que tout crime signalé fera l'objet d'une enquête et que leurs auteurs seront punis (la peine de mort est toujours en vigueur en Irak). Des commissions spéciales ont même été mises en place. On attend toujours les résultats.

En résumé, l'Irak éclaté entre de multiples communautés, dépendant de l'aide internationale car une grande partie du pays est à reconstruire, fait ce qu'il peut pour tenter de parvenir à un minimum de stabilité - qui est le seul gage pour maintenir une certaine sécurité dans l'avenir -. La meilleure façon de l'aider est de surtout ne pas lui donner de conseils et de ne pas transformer ce pays en terrain de guerre par procuration contre l'Iran.

Il semble malheureusement que Washington ne souhaite pas suivre cette ligne de conduite car tout lui semble bon pour abattre le "régime des mollahs" qualifié de "premier pourvoyeur de terrorisme étatique". Il est d'ailleurs parfaitement exact que Téhéran semble se livrer à des liquidations ciblées d'opposants en Europe, soutient le Hezbollah libanais, le Hamas et le Jihad islamique palestinien, mouvements officiellement reconnus comme terroristes par la majorité de la communauté internationale (pour le Hezbollah libanais, seulement sa branche armée)... Mais cela n'empêche pas que lorsque l'on n'est pas décidé à faire la guerre à un pays (et personne, même Israël, ne veut "taper" directement l'Iran au coeur - la Syrie étant considérée comme un "théâtre extérieur" - car les conséquences seraient incalculables), il faut bien composer avec lui. Et pour revenir à Le Drian qui connaît parfaitement cette maxime, sa visite en Irak a certainement été scrutée de très près par le voisin iranien.